

FRAUDE • Plafond de 15.000 euros proposés par la CIF avec l'appui d'Alain Zenner

Le paiement en cash de produits de luxe bientôt limité

Dans le cadre du renforcement de la lutte qu'il mène contre le blanchiment d'argent, Alain Zenner, commissaire du gouvernement chargé entre autres de la lutte contre la fraude fiscale, entend limiter les paiements en espèces pour les achats de luxe à 15.000 euros maximum. Ce projet devrait se concrétiser prochainement dans le cadre de la transposition en droit belge de la directive européenne de décembre 2001 relative au blanchiment des capitaux. La directive étend à de nouvelles professions (antiquaires, bijoutiers, etc.) l'obligation de déclarer un soupçon de blanchiment. Alain Zenner souhaite toutefois aller plus loin en limitant à 15.000 euros le paiement en cash d'achats «de grande valeur». Il se dit même prêt à abaisser encore davantage cette limite. Au-delà, il sera nécessaire de payer par un moyen qui laisse une trace (chèque, virement, carte de crédit...). Alain Zenner justifie son initiative par le constat que les blanchisseurs ont dé plus en plus tendance à utiliser les professions non financières.

L'Unizo, fédération des indépendants flamands, estime que l'idée du commissaire du gouvernement est réalisable pour la plupart des secteurs visés, à condition toutefois de procéder à une concertation préalable avec les représentants de ceux-ci. L'important, aux yeux de l'Unizo, est que le dispositif n'entraîne pas de charges administratives supplémentaires pour les

commerçants. Enfin, compte tenu de l'encouragement à utiliser cartes de banque et de crédit, la fédération patronale réitère son appel en faveur d'une baisse des tarifs des paiements électroniques.

Mieux combattre les faillites frauduleuses

Dans le même temps. Alain Zenner a décidé de s'attaquer au phénomène des faillites frauduleuses. Il a réuni à cet effet, hier au Palais d'Egmont, l'ensemble des présidents des tribunaux de commerce et des syndicats des curateurs du pays pour améliorer la coopération entre les départements Justice et Finances.

L'objectif est d'agir tant sur le plan préventif, en assurant la communication de clignotants par le fisc aux services d'enquêtes des tribunaux de commerce, que sur le plan répressif, en assurant une information du fisc par les curateurs des indices de fraude fiscale grave et organisée découverts dans le cadre de la détermination des causes et circonstances de la faillite.

La loi sur les faillites devrait être amendée d'ici les vacances d'été. Un protocole réglera ensuite (échange d'informations entre le fisc, les services d'enquêtes commerciales et les curateurs.